

Motion Imark : Une Attaque contre BDS

02.06.2016

Categories: Attaques contre BDS, BDS-Arguments

Depuis quelque temps, Israël intensifie ses attaques contre les organisations de la société civile contre ceux qui s'engagent pour les droits des Palestinien_ne_s à la liberté, à l'égalité et à la justice. La population palestinienne est particulièrement visée, mais également les ONG palestiniennes et israéliennes ainsi que les activistes et organisations de défense des droits humains. Pour faire face à un mouvement international en plein essor qui exige avec fermeté la fin des violations du droit international et des droits humains commis par Israël, et qui s'indigne de l'impunité dont bénéficie celui-ci en la matière, le gouvernement israélien tente de restreindre la liberté d'expression et étouffer toute critique à sa politique. Ce faisant, il s'efforce également de criminaliser le mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS).

Avec l'entrée officielle du parti "Notre maison" dans la coalition gouvernementale déjà fortement nationaliste du Premier ministre Netanyahu, le cabinet israélien se positionne encore plus vers l'extrême droite. Il y a peu, le Ministre de la Défense Ya'alon, lui-même tenant d'une ligne dure, a démissionné en protestation contre "les forces extrémistes qui ont usurpé le pays Israël et le Likoud". Il a été remplacé par Avigdor Lieberman, un ultranationaliste raciste connu pour ses prises de position chauvines. Il a entre autre demandé la déportation des Palestinien_ne_s de citoyenneté israélienne et proposé l'application de la peine de mort contre "les auteurs d'attentats anti-israéliens".

Le Parlement israélien vient d'adopter en première lecture une proposition de loi renforçant massivement le contrôle d'Etat sur les organisations de défense des droits humains.

Amnesty International et d'autres organisations reconnues de défense des droits humains comme Human Rights Watch ont exprimé leur inquiétude face à l'augmentation des attaques contre les libertés politiques et exigent des autorités israéliennes qu'elles veillent à ce que les défenseurs des droits humains puissent exercer librement leurs activités. Cet appel fait suite à plusieurs prises de position récentes de membres du gouvernement israélien. Le ministre des services secrets Yisrael Katz a publiquement proposé "l'élimination civile ciblée" de dirigeants palestiniens de la campagne BDS. Même une organisation comme Breaking the Silence a été accusée de haute trahison par l'ex-ministre de la défense Ya'alon. Selon des médias israéliens et des déclarations de représentant_e_s du gouvernement, les services de renseignements surveillent y compris à l'étranger les membres d'organisations internationales de défense des droits humains, violant ainsi le droit national d'autres pays.

Face à ces attaques croissantes, la Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP) a lancé un appel, soutenu et signé par plus de 350 organisations de défense des droits humains, groupes d'église, syndicats et partis de toute l'Europe. Les signataires demandent à l'UE qu'elle défende les droits des personnes et des institutions à critiquer la politique israélienne et à s'engager dans le mouvement BDS.

Comme le gouvernement israélien n'a pas été en mesure de stopper le développement international du mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions, il essaie maintenant de convaincre d'autres pays à prendre des mesures antidémocratiques. A l'instigation d'Israël, quelques gouvernements européens, tout comme les USA et le Canada, ont promulgué des lois antidémocratiques et des mesures répressives contre des activistes qui s'engagent en faveur des droits des Palestiniens et participent activement au mouvement BDS. De tentatives similaires apparaissent en Suisse également. Le 26 avril 2016, le CN Christian Imark a déposé une motion qui [met en cause l'engagement d'ONG et d'organisations humanitaires en Israël/Palestine](#) et qui insinue que BDS et d'autres courants critiques à l'égard d'Israël sont coupables d'antisémitisme et d'appel à la haine. Les informations sur lesquelles se base cette motion viennent de NGO Monitor, un lobby pro-israélien qui s'active depuis des années à discréditer les ONG et les instances de l'ONU engagées dans la défense des droits du peuple palestinien.

Dans le contexte actuel, où, Israël appelle à limiter sévèrement la liberté d'expression, il s'agit de défendre fermement ce droit fondamental, d'ailleurs ancré dans la Constitution suisse et dans la Convention européenne des droits de l'homme.

Des messages encourageants reconnaissant la légitimité de campagnes civiles non-violentes et notamment du mouvement BDS sont venus de divers pays européens: En mai dernier, le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas a déclaré, en réponse à une intervention parlementaire, que le droit au boycott en tant que moyen de pression politique relevait de la liberté d'opinion. Peu de temps après, le Ministre des affaires étrangères irlandais considérait BDS comme une "opinion politique légitime". En mars déjà, la Ministre suédoise des affaires étrangères avait dit que BDS était un "mouvement de la société civile" et que les gouvernements "ne devaient pas se mêler des opinions d'une organisation de la société civile".